JOURNEE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

DEFENSE DES FEMMES AFGHANES

8 mars-2025

L'antenne locale du Comité International de Défense des Femmes Afghanes (CIDFA) se saisit de cette journée du 8 mars pour amplifier la défense des femmes afghanes

L'offensive réactionnaire, obscurantiste et discriminatoire du régime des Talibans contre les femmes vise à les invisibiliser totalement, en leur déniaient tous les droits élémentaires suivants:

- droit d'exercer un métier, en particulier de travailler dans les hôpitaux,
- droit de sortir seule dans la rue, dans les jardins publics, de parler à l'extérieur de chez elles,
- droit à l'instruction de tous les degrés,
- droit à l'accès aux soins, droit à l'avortement,
- droit de se vêtir selon leurs goûts, de chanter, de se mettre à la fenêtre de leur habitation,
- droit de choisir ses options métaphysiques (choix d'une religion, ou ne de pas croire),
- droit de refuser les mariages imposés et de choisir son compagnon ou sa compagne
- droit de refuser les violences conjugales et d'en être protégées
- droit de participer à l'éducation de leurs enfants à égalité avec leur père

Cette négation des droits est couplée à une répression implacable : enlèvements, emprisonnements, diverses tortures physiques et psychologiques, viols.

Les femmes afghanes en danger sont aussi dans l'impossibilité quasi-totale d'obtenir le statut de réfugié et le droit d'asile par les représentations consulaires étrangères dont françaises pour deux raisons : 1) l'impossibilité d'atteindre physiquement et librement ces représentations consulaires en raison des surveillances des talibans comme des obstacles mis par les régimes iraniens et pakistanais ; 2) les obstacles administratifs de ces représentations consulaires à la délivrance des visas sans délai et inconditionnellement témoignant dans les faits du soutien des gouvernements des grandes puissances à la politique discriminatoire des talibans contre les femmes malgré leurs discours trompeurs.

Les délégations réalisées par l'antenne locale du CIDFA-54 avec les associations démocratiques AFPS Lorraine, Amnesty International-Nancy, ASPS Lorraine, LDH-Nancy, SAF-Nancy, Solidaires-54, PT-54 ont bien démontré la réalité de cette coopération silencieuse du gouvernement français : nous attendons toujours des réponses précises aux 6 cas que la délégation a soumis à la préfecture pour action soit au niveau du gouvernement, soit au niveau de la préfecture.

Un gouvernement qui n'agit pas, ne serait-ce que pour quelques cas victimes de ce patriarcat poussé à l'extrême, comment pourrait-il agir y compris dans son propre pays ? Ne le voit-on pas en France où 40 % des victimes de violences conjugales sont laissées sans hébergement, le peu de moyen pour l'accès à l'IVG, l'inégalité salariale, etc....

Ce qui montre bien que la défense des droits de femmes n'a pas de frontière, que ce soit pour les femmes d'Afghanistan, d'Iran, de France et d'ailleurs

comite54defensefemmesafghanes@gmail.com; <https://defendafghanwomen.org/francais/>

Nancy, 6 mars 2025

Ne pas jeter sur la voie publique, imprimé par nos soins.